

Miguel Abensour demeure l'homme des questions intempestives, donc essentielles. Ainsi il y a 25 ans, il écrivait dans cette même revue¹, un article sur ce que d'autres considéraient comme une question crépusculaire : l'utopie. Question intempestive donc, disait-il, « *contre l'esprit du temps, inactuelle, autre que l'actuel* », et donc, dirions-nous, indispensable à une pensée et une présence dans le maintenant. En effet, ce qu'apporte la pensée de Miguel Abensour sur l'utopie et l'émancipation c'est, non pas une alternative, mais une altérité, et on voit par là combien elle est précieuse pour ceux qui ne se résignent pas. C'est un contrepois au formatage des esprits par le néo-libéralisme (« *l'air que nous respirons* », dit Jacques Rancière). Il ne s'agit pas en effet d'une anticipation planifiée de l'avenir, à peine d'un horizon, mais d'une autre lecture du présent : fondée sur des aspirations ; ni même d'un avenir désiré, mais d'un souffle émancipatoire qui change le regard et l'analyse. Et en cela, cet esprit libre qu'était Miguel Abensour, engendre une pensée profondément libertaire², en prise sur son temps.

C'est donc cet aspect résolument *libertaire* que je voudrais évoquer dans ces quelques lignes, moins à partir d'écrits théoriques, que par le rappel de sa présence dans le débat intellectuel, maintenue avec une belle constance. Une posture de résistance, donc, au conformisme frileux devenu norme dominante dans les années 1980, faite non pas au nom d'une nouvelle totalité à venir, mais alimentant au contraire une critique vigilante, pour éviter toutes les fermetures ; posture réflexive libertaire, lecture « de biais », sensibilité à l'écart, recherche de « constellations » ouvertes, de ce qui fait signe vers... Volonté aussi de débusquer l'aspect libertaire dans des pensées qui pouvaient en sembler éloignées (découverte d'un jeune Marx libertaire dans sa conception de la « *démocratie vraie* », et dans un « *sauvetage par transfert* » de l'utopie).

Situer en effet Miguel Abensour dans le double rejet d'un certain marxisme d'une part, et d'un libéralisme de l'autre, penseur tenace et infatigable de l'émancipation ne suffit pas ; ce qui le caractérise, me semble-t-il, c'est sa détermination à *penser la politique comme résistance à la domination, et à la réhabiliter, contre l'État*. Ce qui n'est pas si fréquent³, et le situe dans le cadre des fondamentaux de la pensée libertaire (la lutte contre l'État), mais aussi et surtout de son approfondissement et de son renouvellement : en effet, nombre de penseurs libertaires assimilent la politique à l'État, et ne voient d'émancipation que dans un « social » débarrassé de la domination donc de la politique. Face à cette limite, l'œuvre de Miguel Abensour inaugure une nouvelle tradition, celle d'une pensée authentiquement libertaire de la politique.

Le livre d'entretiens qu'il a donnés avec Michel Enaudeau⁴ témoignait d'une belle intransigeance dans la fidélité à cet esprit profondément libertaire, qui l'avait amené à participer, puis à rompre avec certaines revues. Ainsi de la revue *Libre*⁵, qui, dans son projet, avait fait le choix de la liberté et de l'émancipation, et à laquelle participait Marcel Gauchet ; mais une ambiguïté était vite apparue : entre la mise en œuvre d'un projet anti-autoritaire dans la lignée de *Textures*, ou *Socialisme ou Barbarie*, et un projet de restauration du libéralisme politique, le tout s'accompagnant de pratiques peu démocratiques à l'intérieur du groupe. Miguel Abensour avait donc décidé de quitter la revue, accompagné en cela par Claude Lefort, et finalement décision fut prise d'arrêter la revue. Pour lui

1 M. Abensour, « Marx : quelle critique de l'utopie ? » *Lignes* n° 17, « Utopie », p. 43-69, oct. 1992.

2 La qualification de l'œuvre d'Abensour a donné lieu à de multiples tentatives de définitions : conseiller, critique, abensourien, etc.

3 Ce qui le situe bien sûr en compagnie de C. Castoriadis et J. Rancière (M. Abensour avait d'ailleurs explicité sa proximité avec ce dernier dans la préface à la 2^e édition de *La Démocratie contre l'État*, éd. du Félin, 2004)

4 M. Abensour, *La Communauté des « tous uns »*, Entretien avec Michel Enaudeau, Paris, Les belles lettres, 2014.

5 *Libre*, 1977 - 1980.

ces participations, assez ponctuelles du reste, étaient une forme d'engagement politique, même modeste⁶.

Et son passage rapide à la revue *Passé Présent*⁷ (qui n'eut que quatre numéros) est aussi marqué par ces divergences entre ceux qui se soumettent au réel dans la lignée de François Furet (une autre société est impossible à penser, nous sommes donc condamnés à vivre dans le monde où nous vivons), et ceux qui continuent à s'évertuer, tant à déceler dans le passé les moments où ont brillé les pratiques de luttes pour la liberté, qu'à repérer dans le présent les lieux et formes de rupture avec l'existant.

Je voudrais évoquer ici un petit texte pamphlétaire, moins connu que d'autres peut-être, la *Lettre d'un « révoltiste » à M. Gauchet converti à la politique normale*⁸, que Miguel Abensour a écrit l'hiver 2003-04, et qui a été publié la première fois dans la revue de théorie politique anarchiste, *Réfractions*, en 2004⁹, revue dans laquelle il est intervenu une autre fois avec un magnifique texte sur Étienne de la Boétie¹⁰.

Miguel Abensour répondait là à des propos que Marcel Gauchet avait tenus dans son livre *La Condition historique*¹¹, et ce texte, petit bijou d'esprit libertaire, fait montre d'une belle impertinence. On notait d'emblée l'ironie, la drôlerie et le mordant du ton : « *Vous risquez le néologisme, disait-il, pour me traiter, ni plus ni moins, de révoltiste* » ; le « *suffixe iste ou isme renvoie à une crispation insurmontable, une crampe, telle que la personne affectée ne peut, faute de plasticité, épouser la nouvelle donne du social-historique.* » Au-delà du style, c'est l'opposition de deux postures, qui structure tout le texte : Marcel Gauchet veut penser la liberté avec le pouvoir, comme nombre de ses contemporains, alors que Miguel Abensour s'entête à penser la liberté contre le pouvoir ; et il va montrer qu'à force de penser la liberté avec le pouvoir, on pense en fait le pouvoir sans la liberté.

Démocratie sauvage

Effectivement, pour Marcel Gauchet, le « révoltisme », c'est la *démocratie sauvage*, dans la lignée de Claude Lefort, donc le refus de l'horizon indépassable qu'est la démocratie représentative.

Miguel Abensour va alors commencer par mettre en lumière le fait que la conception de la démocratie de Gauchet, est au fond minimaliste et édulcorée. Ce dernier décrit en effet la démocratie sauvage comme un concept « *douteux* », et Abensour demande « *si cela doit s'entendre comme d'un mets avarié dont on ne sait s'il est sage de le consommer* ». Et il précise alors sa démarche, point tout à fait essentiel : il s'est agi pour lui de « *lever la discrétion de Lefort* » sur *l'idée libertaire de la démocratie*, et donc d'explicitier tout le potentiel libertaire de cette idée de démocratie sauvage, en balayant, pour commencer, son interprétation a minima de « *simple foyer de contestation permanente* », ce qui entrerait dans l'acception de la démocratie représentative ; or, « *ce n'est pas une variante du projet radical libéral, du citoyen contre les pouvoirs*¹² ». On atteint au contraire l'essentiel de cette idée, précise-t-il, en lui faisant faire signe vers le principe « *anarchie* » de Reiner Schürmann¹³. Pourquoi « *sauvage* » en effet ? Parce que cette conception de la démocratie est parallèle avec l'anarchie, entendue comme agir libéré de toute soumission

6 Miguel Abensour avait récemment en projet, avec entre autres, son ami Hubert Tonka, une nouvelle revue *Prismes*, qui reprendrait et prolongerait dans le monde actuel, la « Théorie critique ». Souhaitons qu'elle voie le jour bientôt.

7 *Passé Présent*, 1982-1984, n'eut que quatre numéros.

8 Ce terme de « *normal* » n'est pas à prendre à la légère ; il s'insère dans une réflexion menée de longue date par Miguel Abensour sur les dégénérescences de la démocratie, et le fait qu'elles passent inaperçues. Après une période effervescente ou critique, on retourne à la politique normale. Or dit-il, la politique est interruption de la normalité. M. Abensour, *Pour une philosophie politique critique*, Sens et Tonka, 2009, p. 29.

9 Lettre rééditée aux éditions Sens et Tonka en 2008.

10 « Du bon usage de la servitude volontaire », *Réfractions* n° 17, hiver 2006, p. 65-84.

11 C'est dans *La Condition historique* (Paris, Stock, 2003, p. 160) que Marcel Gauchet appelle « *révoltisme* » cette « *combinaison de démocratismes et d'ultracritique* », selon lui, théorisée sous le nom de démocratie sauvage (dans la lignée de Claude Lefort), par Miguel Abensour.

12 M. Abensour, *La Démocratie contre l'État*, Paris, éd. du Félin, 2004. Introduction, p. 12.

principielle a une « archê », refusant donc tout enracinement dans ce qui serait un fondement et un commandement à la fois ; il s'agit de rendre à la démocratie sa vérité, qui est d'être « *l'ouverture d'une scène agonistique qui a pour cible naturelle et privilégiée l'État* » ; la démocratie est donc le théâtre d'une insurrection permanente contre la forme État, unificatrice, intégratrice. C'est un événement, et il n'y a pas là de domination par le but à atteindre, ou les fins. Miguel Abensour prend donc bonne mesure de ce qu'est la démocratie moderne, indéterminée, indéfinie, toujours en réinvention potentielle, et par là, libertaire. Ce qui lui permet de préciser le sens de la « *dissolution des repères* », de « *l'indétermination des fondements du pouvoir*¹⁴ » qui sont au cœur de la définition de la démocratie comme sauvage

Face à cela l'interprétation « libérale » de Lefort prônée par Gauchet, réduit « *l'indétermination* » à se rapporter au fondement symboliquement vide du pouvoir, mais donc physiquement occupé, et occupé alors par les institutions représentatives et l'État qui ne peuvent être considérées que comme indépassables. *Exit* la nature sauvage de la démocratie. Mais oubli aussi du sens véritable de ce que sont la pluralité et le pluralisme ; pour les tenants libéraux d'une démocratie qui ne peut être entrevue que dans la lunette du risque totalitaire, le pluralisme est réduit au jeu institutionnel de la majorité et de l'opposition parlementaire ; alors que dans la démocratie sauvage, ou « *insurgeante* » de Miguel Abensour, il s'agit de maintenir l'idée des pluralités dans la communauté politique, et ce, dans un cadre agonistique de lutte contre l'État, de résistance à l'État.

Dans cette insistance à caractériser la démocratie comme « contre » l'État, on voit bien que toute idée d'État démocratique n'est qu'un oxymore¹⁵, et signe en fait le triomphe du premier et la fin de la seconde, ce qui n'est quand même pas rien, et qui n'est pas si évident aujourd'hui où ceux qui critiquent l'État sur son versant répressif, hésitent à penser en dehors de son cadre, car ce qu'il reste d'État providence, et procure un peu d'égalité, demeure une légitimation de cette structure.

Démocratie et révolution

Miguel Abensour montre ensuite que, contrairement à ce que pense Marcel Gauchet, la dualité révolution/démocratie n'a pas lieu d'être. C'est mal revisiter l'histoire. « *Peut-on accepter, demande-t-il, votre affirmation selon laquelle il y aurait contradiction entre la révolution, en lutte contre les indépassables, et la démocratie, assignée désormais au statut de cadre indépassable ? Or la révolution n'est pas une entité immuable, il y a une pluralité de révolutions possibles, qui ne posent pas toutes de la même manière leur rapport à la démocratie. Pour vous, la démocratie, enfant de la révolution malgré tout, aurait-elle pour fin de barrer la route à la révolution en la déclarant finie ? Elle ne serait qu'un cadre, une forme qui se transformerait, une fois la révolution terminée, en rempart antirévolutionnaire, voire contre révolutionnaire ? Or la révolution démocratique est-elle jamais finie ? Dans sa trajectoire interminable, ne s'attaque-t-elle pas à l'idée même de fondement faisant sienne la crise des fondements ? Elle multiplie les foyers d'invention collective, fait circuler le désir d'autonomie dans toutes les sphères du social, c'est une percée sans fin, aventureuse plongée dans l'incertitude.*¹⁶ »

¹⁷ Abensour voit l'explication des propos de Marcel Gauchet par la proximité avec l'œuvre de François Furet, « *qui conjure l'utopie et la révolution, et a servi d'asile souriant, sceptique voire*

13 Quelques précisions : la démocratie sauvage n'est pas la traduction politique du principe anarchie ; cette idée d'anarchie est ici problématique, elle vient du livre de Reiner Schürmann, *Le principe d'anarchie : Heidegger et la question de l'agir*, Paris, Seuil, 1982. Ce détour vise seulement à faire apparaître la dimension ontologique de la démocratie sauvage. Mais la démocratie sauvage n'est pas la traduction politique du principe d'anarchie de Reiner Schürmann.

14 Pour Miguel Abensour, l'indétermination se pense sous le signe du tumulte de l'indomptable, de l'immaîtrisable. La démocratie est liée à la division originaire du social, à l'interrogation permanente du social sur lui même. Le lien entre libertaire et sauvage vient de l'indétermination quant aux fondements.

15 Dans cette critique radicale, il rejoint explicitement Jacques Rancière, autre philosophe profondément libertaire, qui préserve le sens sauvage de la démocratie marxienne bien comprise, et pour qui la démocratie est essentiellement une communauté polémique, opposée à l'État, autre chose que « l'État démocratique » qui en est la négation : police/polis.

16 « Lettre d'un révoltiste... », *Réfractations*, art. cit., p. 161.

17 *Idem*.

cynique aux repentis de toute sorte ». Mais continue-t-il, Marcel Gauchet n'était pas stalinien, de quoi avait-il à se repentir ? Serait-ce alors le symptôme d'une fatigue de la raison ? Pourquoi un esprit aussi délié que le sien se rallie-t-il à « *la politique normale* » ? En juin 1940 par exemple, fallait-il se rallier à Vichy, du côté de la politique normale ? Ou rejoindre ceux qui, du côté de la révolte, refusaient d'accepter l'inacceptable ?

Être pour la démocratie, cadre politique « normal », conclut-il, revient à être un suppôt de l'ordre établi. Un cadre en effet, cela sert à mettre en forme, en place, à l'intérieur de limites, un phénomène, une action ou autre, qui tend spontanément à déborder les limites. Un cadre, c'est une assignation à résidence. Pour Abensour, la politique ne peut qu'être interruption de la normalité. La lutte pour la démocratie, en fin de compte, est donc nécessairement une opposition à l'État, il y a donc un ancrage résolument libertaire dans sa conception. L'impulsion antiétatique est bien le propre de la démocratie¹⁸. Il terminait ainsi sa « lettre » : « *S'il y a une canaille révoltiste, eh bien j'en suis et heureux d'en être !* »

Égalité et liberté

Mais une conception libertaire de la démocratie aujourd'hui, aussi paradoxal que cela puisse paraître, passe par la *question de l'égalité*, et sa mise en avant. Et dans la voie de cette acception libertaire de la démocratie qui ne se sépare pas de la lutte pour l'égalité, Miguel Abensour actualise et renouvelle l'approche, en proposant de nouvelles articulations entre le social et le politique.

Il avait explicité sa démarche dans un article de la revue *Illusio*. C'est en effet parce qu'il cherchait à inventer une nouvelle articulation entre la pensée de la politique et la critique de la domination¹⁹, qu'il a rencontré nécessairement la question de l'égalité sociale. Pour lui, l'émancipation n'est pas le contraire, la face inversée de la domination. Pour penser l'émancipation, il faut tenir ensemble l'expérience de la liberté et l'expérience de l'égalité, qui se nouent dans la conflictualité inhérente à l'institution du social.

Cette attention à l'égalité passe donc par une nouvelle distribution de l'articulation du social et du politique.

On peut reprendre ce que M. Abensour disait à ce propos de la nature de la société civile. Il notait et précisait que la *notion de société civile*, remise au goût du jour dans les années 1970-80 par la philosophie politique du moment, avait pour caractère essentiel de « *mettre entre parenthèses* » la politique²⁰. Ce re-surgissement était fait, disait-il, d'un mélange confus d'anti-totalitarisme venu de l'Est, d'anti-étatisme et de libéralisme mal compris, nourrissant la croyance que le politique a partie liée unilatéralement avec le pouvoir, et donc avec le mal. Dans ce discours contemporain, la société civile appelée en référence est, en conséquence, une société civile neutre, consensualiste, contrepoids à la gouvernance technocratique.

Or, repolitiser la société civile, nous dit M. Abensour, c'est découvrir la possibilité d'une communauté politique à l'extérieur de l'État et contre lui. S'il est évident que cette communauté « lutte contre l'identification de la politique à l'État à laquelle procède l'hégélianisme (...) elle n'en rejette pas moins un anarchisme « grossier », celui de Marin Buber dans *Utopie et Socialisme* par exemple qui, se contentant d'inverser Hegel en faisant jouer le social contre le politique, en conclut que la renaissance du tissu social, l'avènement du social doit entraîner aussitôt la fin, la disparition du politique, assimilé sans plus à la domination étatique »²¹. Cette tendance à n'envisager l'émancipation que dans un social débarrassé du politique se retrouve dans la tradition de pensée anarchiste, chez Bakounine par exemple, (le politique est tout uniment assimilé au pouvoir et l'émancipation vient donc de sa suppression), et plus récemment, on retrouve cet argumentaire chez

18 Là encore, le parallèle et l'accord avec Jacques Rancière, pour qui la démocratie n'a pas d'arkhé, et est au sens strict anarchique, sont clairs. La démocratie est, pour ce dernier, le nom d'une interruption singulière de l'ordre des places, de la distribution des corps en communauté.

19 « Pourquoi la théorie critique ? », M. Abensour, « Théorie critique de la crise », *Illusio*, n° 10/11, 2013, p. 207-222.

20 M. Abensour, *La démocratie contre l'État*, op. cit., p.13 et suiv.

21 M. Abensour, *La démocratie contre l'État*, op. cit. p. 16-17.

les tenants de la philosophie sociale contre la philosophie politique, Franck Fischbach²² par exemple. Et c'est là que M. Abensour renouvelle la théorie libertaire, en liant la lutte contre l'État à l'existence d'une communauté politique, non rabattue sur le social.

En fait ce qu'il faut conserver de Hegel, disait-il, c'est sa mise en évidence des antagonismes qui déchirent la société civile, dont la principale est *l'opposition entre richesse et pauvreté*. Donc il faut partir de cette société divisée, et envisager la communauté politique à construire comme réponse à la question polémique de l'égalité. Et c'est d'ailleurs là un des traits de *la démocratie insurgeante*²³. Démocratie insurgeante qui n'est donc pas la démocratie conflictuelle au sens libéral du terme, qui pratique, elle, le conflit à l'intérieur de l'État démocratique, inclinant la conflictualité vers le compromis boiteux. Miguel Abensour, lui, ne sépare pas l'effervescence sociale pour l'égalité, qui est le cœur de l'agir politique quand il est mis en acte par les personnes et groupes concernés, de la lutte contre l'État. Le propre de la démocratie insurgeante c'est de déplacer les enjeux. Au lieu de concevoir l'émancipation comme auto-accomplissement du social, comme victoire du social (une société civile réconciliée) sur le politique, entraînant du même coup la disparition du politique, cette forme de démocratie fait surgir une communauté contre l'État, la communauté politique des « *tous uns* ».

Elle rouvre le fossé trop souvent occulté entre le politique et l'État, et réhabilite le politique comme un geste permanent et vigilant de lutte contre le re-surgissement de la domination, et comme construction égalitaire de cette communauté des « *tous uns* », essentiellement instable et fragile ; par là même, Miguel Abensour nous propose un approfondissement et un renouvellement de la pensée libertaire.

Pour ne pas conclure : insurgeance et insurrection

Aujourd'hui, à l'écart de la désillusion démocratique néo-libérale ou de la soumission au réel, en quels termes, peut-on encore penser l'émancipation, et quels liens entretient-elle avec l'idée d'insurrection, encore plus reléguée aux oubliettes que celle de révolution ? Peut-on tenter de faire se répondre, ou établir des passerelles entre l'insurgeance de la démocratie abensourienne, le sens problématique de l'insurrection aujourd'hui, tel qu'en parle Rancière²⁴, et les mouvements qui se réclament de l'émancipation aujourd'hui (par exemple les luttes contre la « racisation », le féminisme intersectionnel, ou les manifestations comme Nuit debout au printemps 2016) qui font signe vers cette « disponibilité » au refus de la domination ?

L'idée de démocratie insurgeante, au-delà de son apparente inactualité, peut donc revêtir une réelle pertinence. En effet, dans la recherche d'un imaginaire alternatif de l'émancipation, on voit aujourd'hui deux tentatives : un certain populisme de gauche reprend à son compte une figure idéalisée du Peuple (le peuple substantiel et souffrant, méprisé par les élites), qui ne se sépare donc pas d'un imaginaire de la rupture politique incarnée par un sujet politique repérable, et des moments héroïques ; cet imaginaire de l'émancipation se réinstalle dans une figure qui n'est que l'envers du système actuel. Quant à l'autre imaginaire alternatif (la multiplication des demandes de droits et de

22 F. Fischbach, *Manifeste pour une philosophie sociale*, Paris, La découverte, 2009.

23 La « *démocratie insurgeante* », nom donné à la vraie démocratie, ouvre une scène agonistique ayant pour cible privilégiée l'État et pour objet d'en arrêter la logique totalisatrice, intégratrice et unificatrice. Mais nous ne sommes pas en présence du geste anarchiste dressant le social contre le politique, car le fantasme d'une extinction du politique véhicule les germes du totalitarisme. Plutôt que « *la société contre l'État* », c'est entre le politique et l'étatique qu'il s'agit de creuser un écart, de marquer une distance, signifiant ainsi que « *si l'État est une forme possible de communauté politique, il n'en est pas la forme nécessaire* ». M. Abensour, *La démocratie contre l'État*, op. cit. p. 16].

24 J. Rancière, *En quel temps vivons-nous ?* Conversation avec E. Hazan, Paris, La fabrique éditions, 2017. Aujourd'hui, notait Rancière, la singularisation des luttes, et le rassemblement des acteurs (dans l'occupation d'une place par exemple) s'effectuent en dehors de l'idée d'une fusion orientée par une vision de l'histoire et du futur. On a aujourd'hui des paroles singulières qui essaient de penser la puissance comme incluse dans des moments singuliers. L'émancipation aujourd'hui, c'est vivre dans le monde de l'ennemi dans une position ambiguë où on combat l'ordre dominant, mais où on construit des lieux où on échappe à sa loi. Une manière autre d'habiter le monde sensible en commun, malgré le manque de modèle et le manque de références historiques. Serait-ce une insurrection d'un type nouveau ?

reconnaissance), il est possiblement imprégné de l'éclatement postmoderne, qui s'accompagne trop souvent d'une liquidation du sens.

Face à cela, la place centrale donnée dans l'idée d'« insurgeance » à la conflictualité, à la discordance, permet de préserver la non-identité du peuple à lui-même ; et par le refus des logiques intégratrices et unificatrices qui la caractérise, elle offre aux moments singuliers de luttes fragmentaires, non pas la réintégration dans une vision orientée de l'histoire, mais, un sens immanent, logé dans leur vigilance au refus de toute domination.

Pour terminer, cette notion d'insurgeance revêt toute son actualité pour nous faire discerner les risques de fermeture contenus, de façons latentes ou explicites, dans certains mouvements actuels, intersectionnels²⁵ et décoloniaux par exemple, au sein desquels se manifeste le retour d'assignations identitaires (plus ou moins masquées) alors que leur point de départ était le refus des inégalités et discriminations. Face à ce retournement, auquel l'histoire nous a maintenant habitués, l'idée d'insurgeance, parce qu'elle est porteuse d'une interrogation permanente du social sur lui-même, vigilante quant à la reproduction des assignations, à l'essentialisation, et qu'elle est le « *lieu de la césure entre deux formes de domination* », nous invite à porter un regard lucide mais non désespéré sur ces phénomènes.

Cette communauté des « *tous uns* », ouverte à l'altérité, la pluralité et l'égalité, constitue bien un horizon. Et c'est le précieux cadeau que nous lègue M. Abensour.

7 janvier 2018

25 Le féminisme intersectionnel se bat parfois plus contre le féminisme « blanc » que contre le patriarcat, et les luttes contre les discriminations raciales aboutissent à ré-enfermer les groupes dans des catégories figées, fermées ; on substantialise les identités.